

Brève histoire du PAJEP

(Pôle d'archives de la jeunesse
et de l'éducation populaire)

Denise Barriolade

Agence intergouvernementale de la francophonie,
direction du développement social et de la solidarité

La genèse

C'est en 1994 que le directeur de la Jeunesse et de la Vie associative (DJVA), Joël Balavoine, confie à Franck Lepage, directeur des programmes à la FFMJC, la responsabilité de mener un travail sur les stages de réalisation afin de cerner le concept, de sa naissance à son expression près de cinquante ans plus tard, et de recueillir le témoignage des acteurs des origines et de quelques-uns de ceux encore en activité.

Une synthèse de ce travail sera publiée en 1995 dans une collection de l'INJEP qui aurait dû être accompagnée – ou suivie – d'un second tome rassemblant la retranscription in extenso des entretiens menés avec des instructeurs nationaux d'éducation populaire, pionniers de la première heure, et quelques-uns de leurs successeurs, les conseillers techniques et pédagogiques.

En juillet 1996, un colloque est organisé en Avignon à l'occasion du cinquantième anniversaire du festival afin de rendre publics et de mettre en débat les contenus et analyses de ce document, qui met en évidence la part prise par ces instructeurs en matière de décentralisation et de démocratisation culturelles, afin aussi de tenter de montrer l'actualité de leur démarche. Les travaux de cette manifestation feront l'objet d'actes publiés en 1997 par l'INJEP sous le titre *L'Éducation populaire ou la culture en actions. Les stages de réalisation, 50 ans d'aventure artistique.*



Quelques-uns de ceux qui ont participé au montage de ces opérations ont alors pensé qu'il était important, et même urgent, de se préoccuper de recueillir, préserver, rassembler et protéger les éléments de mémoire liés à ces personnes et à leur trajectoire professionnelle et humaine.

Dans le même temps, des militants du mouvement associatif de jeunesse et d'éducation populaire, et particulièrement ceux qui avaient participé à ce temps fort et original du ministère de la Jeunesse et des Sports appelé « la cogestion », se rassemblaient dans une association, Mémoire et Racines de la cogestion, avec une préoccupation similaire.

Ce souci partagé fit naître l'idée de constituer un lieu d'archivage pour les documents, de toute nature, émanant de personnes privées et publiques ayant agi dans le domaine de l'éducation populaire. Après une investigation menée par Françoise Tétard, historienne et ingénieur au CNRS, et Philippe Jessu, délégué général adjoint du FONJEP et historien, auprès notamment des Archives nationales de Fontainebleau et du centre des archives de la mémoire ouvrière de Roubaix, il apparut que les Archives départementales du Val-de-Marne pourraient s'intéresser à un tel projet.

La mise en œuvre

Le 21 octobre 1997, une rencontre entre Mme Éliane Hulot, vice-présidente du conseil général du Val-de-Marne, M. Erlande-Brandebourg, directeur des Archives de France, Mme Françoise Bosman, directrice des Archives départementales du Val-de-Marne, Joël Balavoine, Françoise Tétard, Philippe Jessu et moi-même – qui étais chargée de ce dossier à la direction de la jeunesse et de la vie associative (DJVA) du ministère de la Jeunesse et des Sports – engagea un processus de définition des conditions de faisabilité d'un pôle d'archives des acteurs et associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP).

Dans le même temps, une association se créait dans le but de réunir des associations et des militants partageant le même souci de préserver la mémoire de leur action, l'« Association des déposants aux archives de jeunesse et d'éducation populaire » (ADAJEP), présidée par

Jean-Paul Égret – directeur des « MJC en Île-de-France » – et dont les statuts paraissent au *Journal officiel* le 5 décembre 1998.

Des réunions nombreuses entre les divers partenaires concernés ont permis de façonner progressivement la forme institutionnelle à donner au projet et de définir son mode de fonctionnement. C'est ainsi qu'une convention a été signée entre le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de la Culture et de la Communication, les Archives départementales du Val-de-Marne et l'ADAJEP le 14 juin 1999 afin de fixer les apports et les obligations de chacune des parties. Cette convention a été complétée trois jours plus tard par un autre texte confiant au FONJEP la gestion des moyens financiers, particulièrement celle d'un archiviste salarié à temps complet et de vacataires destinés à le suppléer.

La première réunion du conseil scientifique institué par la convention s'est tenue le 19 novembre 1999 et la présidence en a été confiée à M. Jean-Noël Luc, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris IV. Au-delà des premiers travaux d'organisation du travail et de réflexion, il a paru nécessaire à tous les participants de donner de la visibilité à ce pôle original d'archives, à la fois pour susciter l'intérêt des étudiants et des chercheurs et pour créer un mouvement de dépôt et de préservation d'archives.

Le 19 juin 2000, Marie-George Buffet, ministre de la Jeunesse et des Sports, Michel Duffour, secrétaire d'État chargé du Patrimoine et de la Décentralisation culturelle, et Michel Germa, président du conseil général du Val-de-Marne, inauguraient le PAJEP aux Archives départementales en présence d'une très nombreuse foule de militants associatifs.

Le PAJEP était donc « investi » officiellement à cette date, mais un premier mouvement de dépôts et de dons s'était déjà fortement engagé depuis plusieurs mois, attestant du besoin existant en la matière et du souci de préserver les éléments de mémoire d'organisations et de personnes ayant pris une part active à la vie sociale de notre pays, et donc à son Histoire.

AUX MILITANTS D'ÉDUCATION POPULAIRE



Plaquette de présentation de la revue *La Maison des jeunes* diffusée par la Fédération des maisons des jeunes (non daté [1946-47])*.
513 J 35

* Un grand merci aux déposants qui nous ont autorisé à reproduire les archives illustrant cette présentation.